**Thème 3 la Troisième République avant 1914 : un régime politique, un empire colonial**

Frise chronologique 1870- 1914 p 154

Il s’agit d’une période de reconquête et de mise en confiance face au projet républicain, mais aussi une période tragique qui commence par une humiliation : défaite de Sedan , une guerre civile et un territoire amputé ce qui explique la volonté de redevenir une puissance ce qui explique le projet colonial et essor économique

**Chapitre 1 la mise en œuvre du projet républicain**

*Proclamée après la chute du Second Empire, la IIIe République s’impose progressivement dans le pays. Entre 1870 et 1914, les républicains réalisent un projet dont les racines remontent à la Révolution française. Celui‑ci s’appuie sur les libertés, la démocratie parlementaire, l’égalité ou encore la laïcité. Sa mise en œuvre s’effectue toutefois sans plan préétabli, au fil des événements politiques. En outre, de nombreuses contestations existent, que ce soit dans le domaine politique, social ou religieux. Si elles font tanguer l’édifice républicain, celui‑ci tient pourtant bon et sort finalement affermi des crises*.

*Comment cette République mise en place dans un contexte de vide politique va devenir un régime solide et rassurant malgré les crises ?*

Rappel [la guerre de 1870](https://www.youtube.com/watch?v=XwKSBoE3-l4)

## I. La difficile naissance d’un régime républicain (1870-1879)

### A. L’année terrible (sept 1870-mai 1871)

PPO LOUISE MICHEL pendant la commune de Paris , Une figure controversée qui deviendra tardivement une icône

<https://www.lemonde.fr/idees/article/2013/11/26/louise-michel-au-pantheon_3520402_3232.html>

**La proclamation de la République.** Le 4 septembre, alors que la défaite de Sedan a été annoncée la veille par télégraphe, Léon Gambetta proclame la République à l’Hôtel de Ville avec des députés **modérés**, devançant de peu des députés **radicaux**. Un gouvernement de Défense nationale est alors formé.

**Rétablir l’ordre.** Aux législatives du 8 février 1871, les monarchistes l’emportent sur les républicains, qui paient la volonté de Gambetta de poursuivre la guerre, alors que le peuple veut la paix. Le 17 février, **Adolphe Thiers** est désigné par les députés « chef du pouvoir exécutif de la République ». La paix avec la Prusse est signée.

➤ **La Commune de Paris.** La victoire monarchiste et la défaite créent des émeutes à Paris en mars 1871. Thiers et le gouvernement fuient, laissant la ville aux mains des émeutiers qui proclament la Commune. Les Parisiens défendent la République et des mesures sociales. En mai, l’armée réprime la révolte, c’est la Semaine sanglante . Cet épisode marque une rupture entre la République et le monde ouvrier.

### B.« *La République sera conservatrice ou ne sera pas* « A Thiers

**L’échec de la Restauration.** Le 24 mai 1873, mis en minorité, Thiers démissionne. Le monarchiste Mac‑Mahon est élu président. En août, le rapprochement des **orléanistes** du comte de Paris avec les **légitimistes** échoue devant l’intransigeance du comte de Chambord, qui refuse de reconnaître le drapeau tricolore.

**L’amendement Wallon.** Le 30 janvier 1875, le député Wallon parvient à faire voter, à une voix près, un **amendement** dans lequel figure le mot République. Plusieurs **lois constitutionnelles** sont alors adoptées.

**La République conservatrice.** Thiers puis Mac-Mahon mènent une politique conservatrice . Les républicains ne deviennent majoritaires à l’Assemblée qu’en 1877 et au Sénat en 1879. Mac‑Mahon démissionne : la République s’impose durablement.

### C. Les Républicains au pouvoir (1875-1879)

**L’échec de la Restauration**. Le 24 mai 1873, mis en minorité, Thiers démissionne. Le monarchiste Mac‑Mahon est élu président. En août, le rapprochement des orléanistes du comte de Paris avec les légitimistes échoue devant l’intransigeance du comte de Chambord, qui refuse de reconnaître le drapeau tricolore.

**L’amendement Wallon**. Le 30 janvier 1875, le député Wallon parvient à faire voter, à une voix près, un amendement dans lequel figure le mot République. Plusieurs lois constitutionnelles sont alors adoptées.

**La République conservatrice**. Thiers puis Mac-Mahon mènent une politique conservatrice . Les républicains ne deviennent majoritaires à l’Assemblée qu’en 1877 et au Sénat en 1879. Mac‑Mahon démissionne : la République s’impose durablement Jules Grevy devient le 1er psdt de la III République

## II. La construction d’une culture républicaine ( 1880-1898)

### A. Construire un nouveau modèle politique

**Le Parlement tout-puissant.** Les députés, élus au suffrage universel masculin, peuvent renverser le gouvernement . Lieu de débats souvent enflammés, l’Assemblée est le cœur de la vie politique. L’éloquence devient alors essentielle : par leurs discours, les députés peuvent faire tomber un ministère ou s’opposer à une loi .

U**n président symbole**. Par peur d’une répétition du coup d’État de 1851, on décide que le président sera élu par le Parlement, et non au suffrage universel direct. Le régime est parlementaire : le président n’a que peu de pouvoirs réels.

**La courte durée des gouvernements**. Le président n’est pas obligé de nommer le chef de la majorité parlementaire. Le Conseil des ministres change donc régulièrement, ce qui est source d’instabilité politique.

Le **droit de vote** est au cœur des pratiques républicaines, mais il n’existe pas d’**isoloir** avant 1913. Les électeurs sont par conséquent influencés par les notables de leurs villages ; souvent, le président du bureau de vote met lui‑même le bulletin dans l’urne, d’où de nombreuses fraudes. Les projets de réforme des modalités de scrutin se multiplient

### B Enraciner l’idéal républicain

**Mise en place des symboles républicains :**

* 1879 la Marseillaise devient l’hymne officiel
* , le 14 juillet fête nationale en 1880.
* On exalte la figure de Marianne et la Panthéon accueille de nouveau les corps des Grands Hommes ( 1885 Victor Hugo , 1889 entrée au panthéon à l’occasion du centenaire de la RF Théophile Malo de la Tour d’Auvergne , Lazare carnot, François Séverin Marceau et JB Baudin , 1894 Sadi Carnot psdt assassiné et entrée de la 1er femme Sophie Berthelot pour accompagner son époux Marcellin Berthelot , 1908 E Zola )

o *Mme Berthelot avait toutes les qualités rares qui permettent à une femme belle, gracieuse, douce, aimable et cultivée d'être associée aux préoccupations, aux rêves et aux travaux d'un homme de génie. Elle vécut avec Berthelot dans une communauté de sentiments et de pensées qui les groupa en un couple parfait où n'auraient tressailli qu'un même cœur et brillé qu'un seul esprit [...] »Aristide Briand*

**réaffirmation du jacobinisme**. Ce terme, hérité de la Révolution, désigne la **centralisation** autour de Paris. Elle se renforce fin XIXe avec le plan Freycinet de 1878, qui développe un réseau de voies ferrées centrées sur Paris.

**Un idéal d’égalité**. Le ministre de l’Instruction Jules Ferry refuse qu’un élève parcourt plus de 3 km pour aller en classe : des écoles sont donc créées dans de nombreux hameaux isolés. En **1881, l’école devient gratuite**. Si l’exemple d’Édouard Herriot, fils d’un sous‑officier qui devient maire de Lyon en 1905, montre que l’ascension sociale est possible, la reproduction sociale domine.

**L’unification linguistique**. L’emploi exclusif du français se durcit avec la « méthode directe » élaborée par Irénée Carré, le but étant notamment de lutter contre les langues régionales. L’application se veut toutefois très souple.

**.** Plusieurs **lois assurant les libertés fondamentales** sont adoptées, surtout au début des années 1880. Elles reprennent l’esprit de la Déclaration des droits de l’homme et du citoyen de 1789. Elles sont sociales avec le rétablissement du divorce, économiques avec le droit de travailler le dimanche (1880) ou encore politiques avec l’élection des maires par les conseils municipaux (1882).

**La liberté de la presse.** Adoptée le 29 **juillet 1881**, la loi sur la liberté de la presse permet la multiplication des quotidiens. Au début des années 1880, ils sont déjà 250 et s’écoulent à 2 750 000 exemplaires. Cet essor est permis par la révolution de la **rotative** intervenue au milieu du XIXe siècle et par l’alphabétisation croissante de la population.

PPO Les funérailles nationales de Victor Hugo

[les funérailles de Victor Hugo](https://youtu.be/3lRxOZNTcW8)

### C La République solide malgré les crises

**L’antiparlementarisme.** Des scandales politico‑financiers impliquant des députés alimentent une hostilité diffuse au régime. Celle‑ci se cristallise parfois autour de grandes figures charismatiques, comme le mouvement **boulangiste**, qui prône un retour à un ordre militaire

[la crise du boulangisme](https://youtu.be/3e9EPo5jFpU)

## III. Une République solide ( 1899-1914)

### A. L’Affaire Dreyfus, la République vacille mais ne tombe pas

**L’affaire Dreyfus.** En 1894, l’officier **Alfred Dreyfus** est accusé d’espionnage pour le compte de l’Allemagne. Juif, il est le coupable idéal dans un pays où l’**antisémitisme** est très ancré. L’enquête est falsifiée, la presse l’accable malgré des preuves de plus en plus claires de son innocence. Dreyfus n’est réhabilité qu’en 1906.

**La violence nationaliste.** L’extrême droite prend de l’ampleur au tournant du siècle avec des ligues comme la Ligue des patriotes, créée en 1882. Leurs membres défendent des valeurs réactionnaires et xénophobes, exaltent le rôle de l’armée et l’appartenance nationale. Le gouvernement réprime sévèrement les mouvements les plus radicaux, qui caressent l’idée de renverser la République.

### B. En finir avec la question religieuse

PPO 1905 la loi de séparation de l’Eglise et de l’Etat

**Le Concordat de 1801** est un traité qui règle les rapports de l'État français et de l' Église catholique après les oppositions religieuses apparues pendant la période révolutionnaire. Napoléon Bonaparte, alors Premier consul de la République, voulait mettre fin aux divisions religieuses de la France qui dataient du vote de la Constitution civile du clergé entre 1790 et 1799. Le pape Pie VII voulait réintroduire l'influence de la papauté dans le catholicisme français.Avec le Concordat, le catholicisme est reconnu comme la religion de la majorité des Français (mais n'est plus la religion de l'État). Les évêques choisis par le gouvernement français reçoivent leurs pouvoirs religieux (investiture canonique) du pape. Les évêques et les curés sont payés par l'État. L'Église catholique renonce à récupérer les biens ecclésiastiques vendus pendant la Révolution comme biens nationaux.Le Concordat de 1801 restera en vigueur jusqu'en 1905, date à laquelle il n'est plus reconnu par la France après le vote de la loi de séparation des Églises et de l'État (sauf en Alsace et en Moselle qui en 1905 étaient rattachées à l'Empire allemand).

Le 9 décembre 1905, est votée en France la **loi de séparation des Églises et de l'État, d**ans un contexte très conflictuel entre les cléricaux et les laïques. Les cléricaux souhaitent que la religion catholique retrouve une dimension institutionnelle, tandis que les anticléricaux vont jusqu'à refuser toute religion.

La loi de 1905 assure **la liberté de conscience** et interdit le financement des cultes par l’État.

### C. Penser la question sociale, pas si facile

**Le syndicalisme révolutionnaire.** Il se développe, en lien avec l’idée symbolique d’une « grève générale » capable de renverser l’ordre établi. Le souvenir de la Commune perdure, comme le montrent les triomphales tournées de conférences que Louise Michel, revenue du bagne, accomplit jusqu’à sa mort en 1905.

**L’anarchisme.** Plusieurs militants **anarchistes** organisent une série d’attentats entre 1892 et 1894, qui fascinent l’opinion et inquiètent le gouvernement. Ces actions vont jusqu’à l’assassinat du président de la République Sadi Carnot en 1894.Contre les anarchistes, des **lois dites scélérates** sont adoptées, qui seront ensuite étendues à l’opposition politique. La **création des Renseignements généraux en 1911** marque la naissance d’une vraie **police politique.**

**Des mouvements minoritaires.** Marqués par des divergences internes, ces mouvements s’essouflent face aux durcissements successifs de la répression. La liberté d’association et l’encouragement donné à l’intervention étatique dans les négociations syndicales contribuent à encadrer ces courants politiques.

**Le droit de créer des syndicats.** Instauré en 1884 par **Pierre Waldeck‑Rousseau**, il entraîne la multiplication de **syndicats** dans différents secteurs En **1895** est finalement créée à Limoges l**a CGT** (Confédération générale du travail), première union nationale des syndicats. La **loi sur la liberté d’association (1901**) complète le dispositif. La liberté syndicale concédée en 1884, permet surtout de discipliner les grèves en obligeant les organisations à se déclarer en préfecture.